



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

143^e Assemblée de l'UIP

Madrid (Espagne)
26-30 novembre 2021



Conseil directeur
Point 13

CL/208/13-R.1
15 novembre 2021

Rapports des Membres sur les activités liées à l'UIP

Rapports des Membres de l'UIP sur les mesures prises pour donner suite aux résolutions, Assemblées et autres initiatives de l'UIP

Conformément aux Statuts de l'UIP, tous les Membres et Membres associés de l'UIP sont tenus de soumettre un rapport annuel sur les suites qu'ils donnent aux résolutions et décisions de l'UIP (Article 6).

Les Membres de l'UIP ont le devoir de soumettre au sein de leur Parlement, sous la forme appropriée, les résolutions adoptées par l'Union interparlementaire, de les communiquer à leur Gouvernement, d'en stimuler la mise en œuvre et d'informer le Secrétariat de l'UIP aussi fréquemment et complètement que possible, notamment par des rapports annuels, de l'action entreprise et des résultats obtenus (cf. Règl Assemblée, art. 39.2). À cette fin, les chefs des délégations aux Assemblées de l'UIP soumettent conformément à leur législation nationale un rapport à leur parlement national, avec copie au Secrétaire général de l'UIP, dans les plus brefs délais après la clôture de l'Assemblée. (Article 7).

À partir de 2017, le Conseil directeur a décidé d'adopter une approche fondée sur un cycle de rotation prévisible. Chaque année, un certain nombre de parlements de chaque groupe géopolitique sont désignés pour faire rapport, chaque Parlement membre devant présenter un rapport tous les quatre ans. L'idée est de dégager suffisamment de temps pour la préparation tout en réduisant la charge qu'implique un rapport annuel.

Cette édition des Rapports des Membres présente des informations pertinentes et des meilleures pratiques partagées par les Parlements membres en 2020 et 2021, quand 41 et respectivement 45 Parlements membres ont été invités à remplir un questionnaire sur l'action de leur parlement en lien avec les résolutions et autres décisions de l'UIP. Tous les autres Parlements membres ont également été invités à y participer sur une base volontaire. Les questionnaires visaient à recueillir des données comparatives et des exemples concrets de suivi parlementaire en lien avec une ou plusieurs résolutions et décisions adoptées par l'UIP. La plupart des questions figurant dans les enquêtes étaient des questions à choix multiples comportant une case vierge pour fournir des exemples. Le questionnaire 2021 a été soumis, pour la première fois, en ligne.

Sur les 41 parlements sélectionnés pour présenter leurs rapports en 2020, le Secrétariat de l'UIP a reçu les réponses de 20 parlements, soit un taux de réponse de 49 pour cent. Sur les 45 parlements sélectionnés pour présenter leurs rapports en 2021, 28 parlements ont soumis leurs contributions, soit un taux de réponse de 62 pour cent. Le nombre de réponses est en baisse par rapport à 2019, année où 31 réponses avaient été enregistrées (taux de réponse de 69 pour cent), mais cette baisse est naturellement due aux restrictions et à d'autres priorités urgentes qu'a entraîné dans son sillage la pandémie COVID-19.

En outre, au cours de la période touchée par la pandémie, l'UIP a lancé une initiative en ligne visant à compiler des informations sur la façon dont les parlements fonctionnaient durant la pandémie de COVID-19 et à mettre en œuvre des mesures sanitaires d'urgence. Plus de 100 Parlements membres et d'autres organisations parlementaires ont pris part à cette initiative. On en trouvera la liste complète à l'adresse suivante : www.ipu.org/fr/compilation-par-pays-des-mesures-parlementaires-prises-face-la-pandemie#A

#IPU143

Questionnaire 2020

Les parlements qui ont été invités à soumettre des réponses au questionnaire en 2020 sont les suivants (**gras** = *parlements ayant répondu à l'enquête*) :

Groupe africain : Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe.

Groupe arabe : Arabie saoudite, Palestine, **Qatar**, Soudan**.

Groupe Asie-Pacifique : **Micronésie (États fédérés de)**, **Mongolie**, **Myanmar**, Népal, **Pakistan**, Palaos, Philippines.

Groupe Eurasie : **Fédération de Russie**, **République de Moldova**.

Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes : **Mexique**, **Nicaragua**, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie.

Groupe des Douze Plus : **Luxembourg**, **Malte**, **Monaco**, **Monténégro**, **Norvège**, **Nouvelle-Zélande***, **Pays-Bas**, **Pologne**, Portugal, Roumanie, **Saint-Marin**, **Serbie**.

En outre, des réponses volontaires et contributions ont été reçues de 15 Membres :

Groupe africain : **Bénin**, **Gambie**, **Guinée équatoriale**, **Togo**.

Groupe Asie-Pacifique : **Afghanistan**, **Bhoutan**, **Maldives**, **Malaisie**.

GRULAC : **Chili**, **Costa Rica**, **El Salvador**, **Suriname**.

Groupe des Douze Plus : **Irlande**, **Lituanie**, **Suède**.

En outre, le Parlement hellénique, la Diète nationale du Japon, l'Assemblée nationale de Slovénie et le Groupe britannique de l'UIP ont présenté leurs rapports annuels pour 2019 en 2020.

Questionnaire 2021

Les parlements ci-après ont été invités à soumettre des réponses au questionnaire en 2021 (**gras** = *parlements ayant répondu à l'enquête*) :

Groupe africain : **Afrique du Sud**, Eswatini, **Ouganda**, **République-Unie de Tanzanie**, Sénégal, **Seychelles**, Sierra Leone, Somalie, **Soudan du Sud**, **Togo**, Zambie, Zimbabwe.

Groupe arabe : **Émirats arabes unis**, République arabe syrienne, Tunisie**, **Yémen**.

Groupe Asie-Pacifique : **République de Corée**, Samoa, Singapour, Sri Lanka, **Thaïlande**, **Timor-Leste**, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, **Viet Nam**.

Groupe Eurasie : Ouzbékistan, **Tadjikistan**, **Turkménistan**

Groupe d'Amérique latine et des Caraïbes : **Argentine**, **Chili**, **Suriname**, Trinité-et-Tobago, **Uruguay**, Venezuela (République bolivarienne du).

Groupe des Douze Plus : **Canada***, **Espagne**, **Macédoine du Nord**, **Royaume-Uni**, **Slovaquie**, **Slovénie**, **Suède**, **Suisse**, **Turquie**, **Ukraine**.

** Parlements appartenant à deux groupes géopolitiques mais n'ayant pas exprimé de préférence aux fins des élections.
* Parlements appartenant à deux groupes géopolitiques et ayant choisi ce groupe pour les élections au sein de l'UIP.

En outre, des réponses volontaires et contributions ont été reçues de 19 Membres :

Groupe africain : **Algérie, Bénin**

Groupe arabe : **Arabie saoudite, Bahrein, Koweït.**

Groupe Asie-Pacifique : **Chine.**

Groupe Eurasie : **Kazakhstan, République de Moldova.**

Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes : **Colombie, Nicaragua, Paraguay.**

Groupe des Douze Plus : **Croatie, Danemark, Estonie, Lettonie, Lichtenstein, Pologne, Saint-Marin, Serbie.**

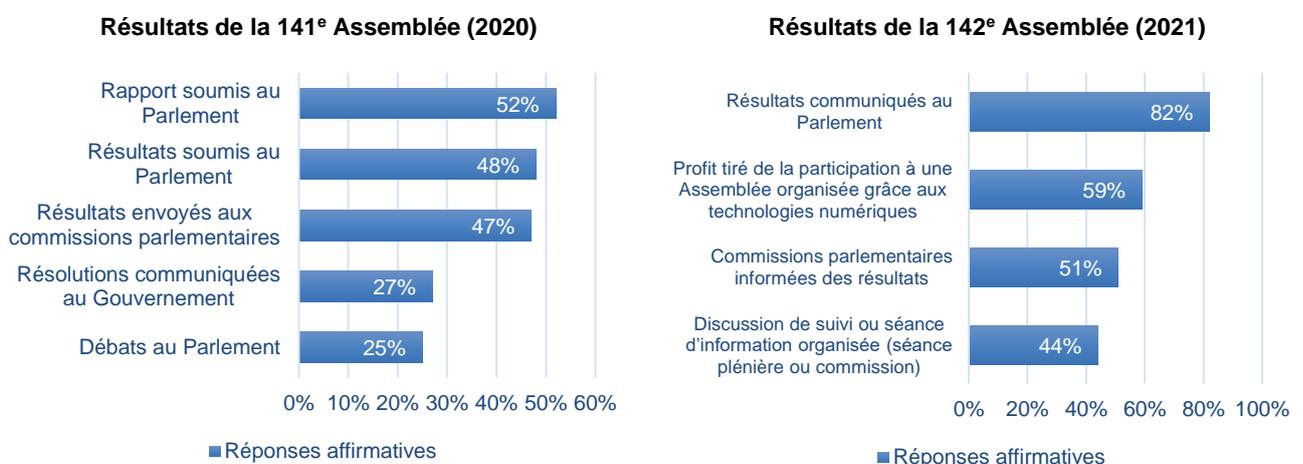
Le Secrétariat remercie le Groupe britannique de l'UIP d'avoir présenté son rapport sur le suivi parlementaire en lien avec les résolutions et décisions de l'UIP au cours de la période 2017-2021.

Conclusions de l'enquête

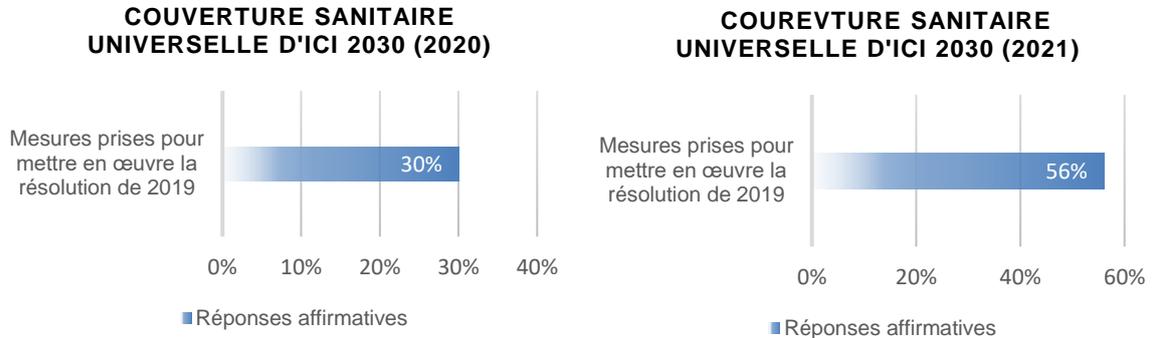
Les réponses reçues fournissent des informations qualitatives et quantitatives sur le type de suite donnée par les parlements nationaux aux résolutions des Assemblées et autres décisions et initiatives de l'UIP.

Pour ce qui est des résultats de la 141^e Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019), 52 pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête ont indiqué que leurs rapports avaient été présentés au Parlement ; 48 pour cent ont fait parvenir les résultats de l'Assemblée au Parlement et 47 pour cent ont informé les commissions parlementaires. Néanmoins, seul un petit nombre de parlements a déclaré avoir communiqué à leur Gouvernement les résolutions adoptées à l'Assemblée (27 pour cent). On observe une tendance similaire en ce qui concerne les débats parlementaires sur les résultats de l'Assemblée (25 pour cent).

S'agissant de la 142^e Assemblée (tenue en ligne, mai 2021), 82 pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête ont communiqué les résultats au Parlement, 51 pour cent ont informé les commissions parlementaires, 44 pour cent ont organisé des débats de suivi et des séances d'information au Parlement sur cette Assemblée et 59 pour cent ont indiqué qu'ils avaient tiré profit de cette dernière.

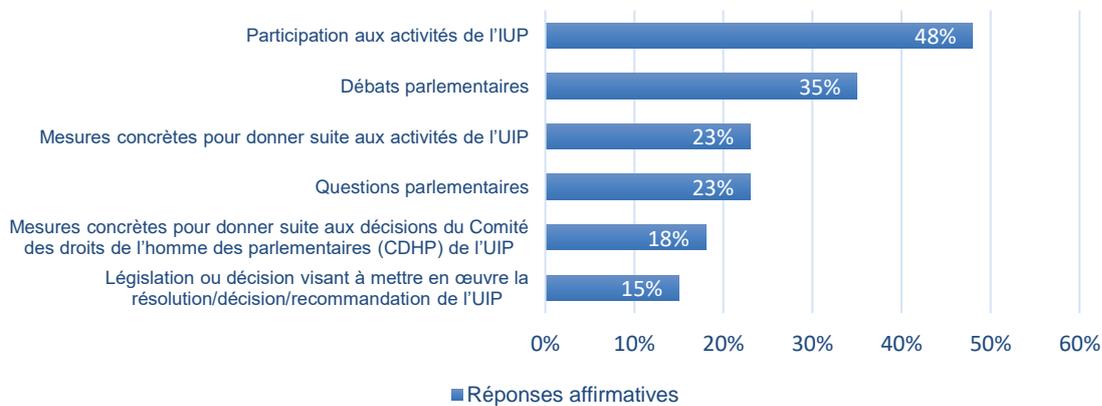


Une tendance à la hausse a été observée en ce qui concerne la résolution de 2019 intitulée *Parvenir à la couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements dans la garantie du droit à la santé*. Trente pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête ont indiqué en 2020 que des mesures avaient été prises pour mettre en œuvre la résolution, tandis qu'en 2021, ce chiffre était de 56 per cent.



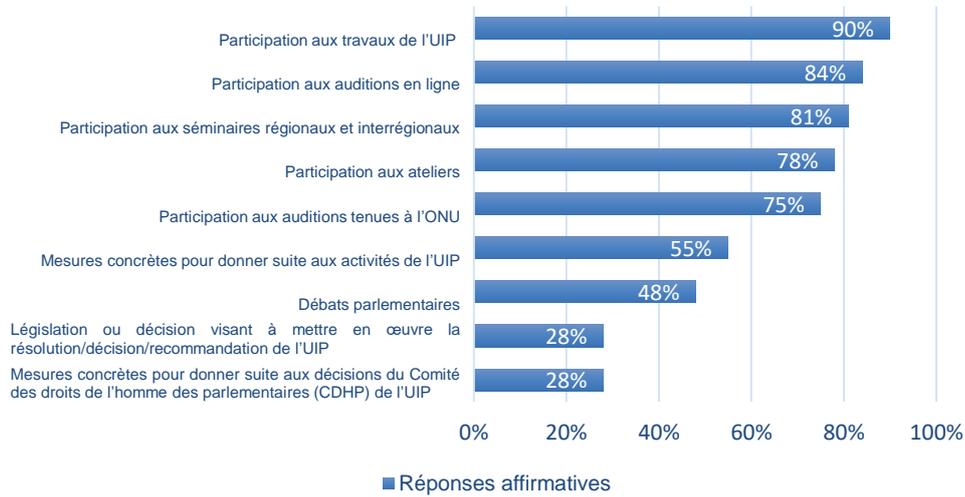
Des progrès contrastés ont été observés pour ce qui est de l'influence de l'UIP sur les travaux parlementaires. En 2020, 48 pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête ont souligné que leur Parlement avait participé à d'autres activités de l'UIP en plus des Assemblées de l'UIP. Trente-cinq pour cent avaient organisé des débats au Parlement sur la participation aux travaux de l'UIP. Par ailleurs, les résultats montrent que seuls 23 pour cent ont donné suite aux décisions et recommandations prises dans le cadre de diverses activités de l'UIP et ont pris des mesures peu importantes dans les autres domaines également.

Influence de l'UIP sur les travaux parlementaires au cours des deux dernières années (2020)



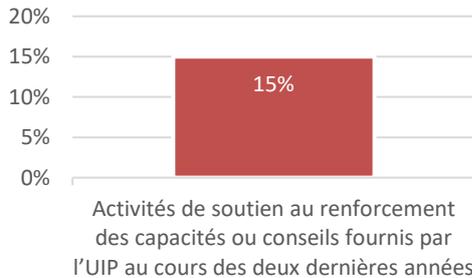
Contrairement à 2020, le Rapport des Membres 2021 a relevé une augmentation de la mobilisation des parlements, 90 pour cent indiquant qu'ils avaient participé aux activités de l'UIP (84 pour cent avaient assisté à des auditions en ligne, 81 pour cent avaient participé à des séminaires régionaux et interrégionaux, 78 pour cent à des ateliers et 75 pour cent à des auditions tenues à l'ONU). Il convient de noter que 55 pour cent avaient pris des mesures concrètes pour assurer le suivi de ces activités.

Influence de l'UIP sur les travaux parlementaires au cours des deux dernières années (2021)

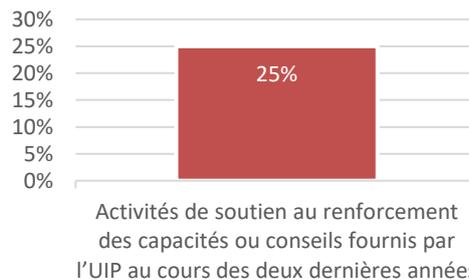


Une action limitée a été signalée en matière d'activités de renforcement des capacités et d'assistance consultative. Seuls 15 pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête ont indiqué en 2020 qu'ils avaient bénéficié d'activités de soutien au renforcement des capacités ou d'une aide consultative de la part de l'UIP. En 2021, ce chiffre est de 25 pour cent.

Activités de renforcement des capacités et services consultatifs (2020)

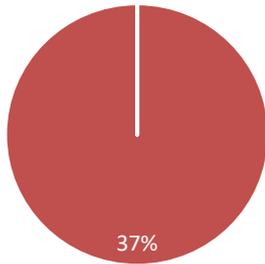


Activités de renforcement des capacités et services consultatifs (2021)



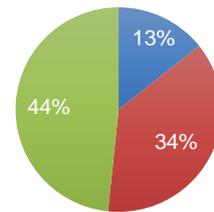
En ce qui concerne l'interaction avec les Nations Unies, le nombre de Membres ayant répondu à l'enquête qui ont déclaré avoir travaillé conjointement avec les équipes de pays des Nations Unies demeure peu important deux années de suite, soit 37 pour cent en 2020 et 34 pour cent en 2021. De plus, les Rapports des Membres 2021 montrent que 44 pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête incluaient des parlementaires dans les délégations nationales au forum politique de haut niveau pour le développement durable et un nombre limité, 13 pour cent, soulignait que les Représentants résidents des Nations Unies avaient organisé à l'intention des parlements une séance sur un processus des Nations Unies de première importance.

Coopération avec les Nations Unies (2020)



■ Activités conjointes entre le Parlement et les équipes de pays des Nations Unies au cours des deux dernières années

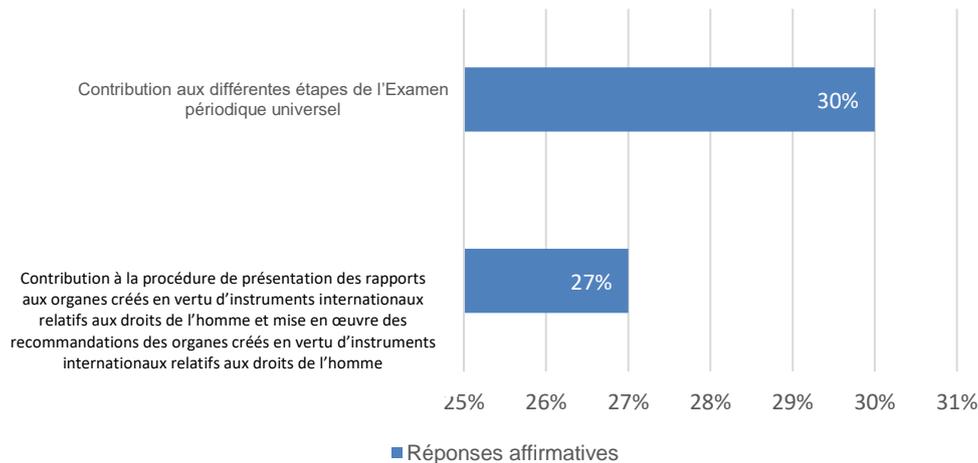
Interaction avec les Nations Unies (2021)



■ Réunion d'information sur un processus des Nations Unies de première importance organisée par les Résidents permanents des Nations Unies
■ Activités menées conjointement avec l'équipe des pays des Nations Unies ou tout autre organisme des Nations Unies au cours des deux dernières années
■ Inclusion de Membres dans la délégation nationale au forum politique de haut niveau ou à d'autres grandes réunions des Nations Unies

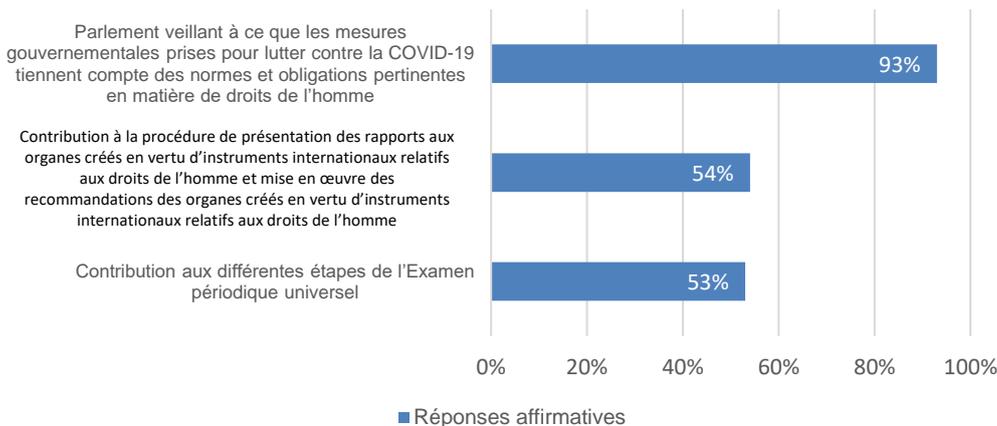
S'agissant de la contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'enquête réalisée en 2020 indique que 30 pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête contribuaient aux différentes étapes de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (2020)



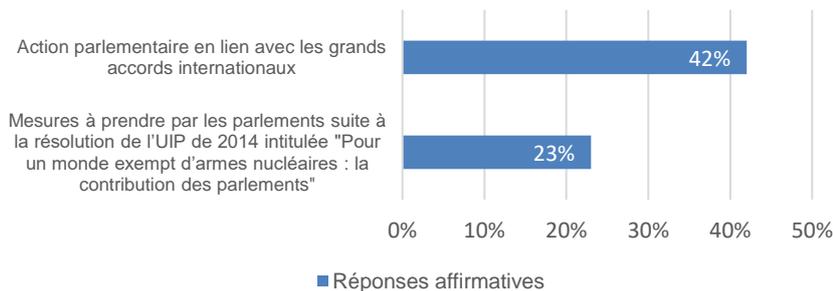
Une amélioration a été observée dans l'enquête réalisée en 2021, où 53 pour cent ont indiqué qu'ils avaient contribué à l'EPU. En outre, dans l'enquête 2021, il était demandé aux parlements s'ils veillaient à ce que les mesures gouvernementales prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19 tiennent compte des normes et obligations pertinentes en matière de droits de l'homme. Une grande partie des Membres ayant répondu à l'enquête, 93 pour cent, ont déclaré avoir pris des mesures à cet égard.

Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2021)



Les Rapports des Membres 2020 et 2021 ont étudié tous les aspects des travaux parlementaires visant à donner suite aux accords de l'ONU dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armes. Dans l'enquête réalisée en 2020, 42 pour cent des parlements ont indiqué avoir pris des mesures concernant les grands accords internationaux et 57 pour cent en 2021.

Travaux parlementaires pour donner suite aux accords de l'ONU dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et maîtrise des armements (2020)

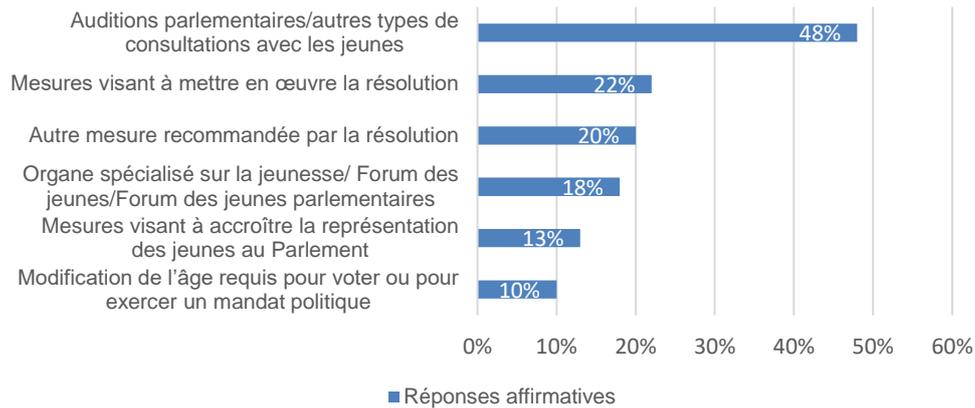


Travaux parlementaires pour donner suite aux accords de l'ONU dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et maîtrise des armements (2021)



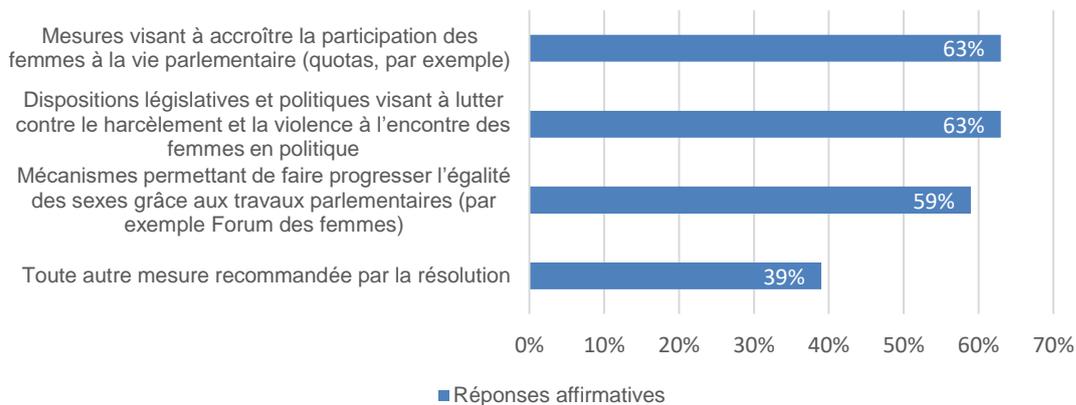
Dans le cadre de l'enquête réalisée en 2020 sur les mesures prises par les parlements pour mettre en œuvre la [Résolution de l'UIP de 2010](#) intitulée *Participation des jeunes au processus démocratique*, les données montrent que c'est dans le domaine des auditions parlementaires ou dans d'autres types de consultations avec les jeunes que les progrès les plus importants ont été réalisés. Quarante-huit pour cent ont déclaré avoir mené de telles initiatives.

Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP sur la participation des jeunes au processus démocratique (2020)



Le Rapport des Membres 2021 a affiché une tendance positive dans la suite à donner à la [Résolution de l'UIP de 2016](#) sur *la liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif*. Soixante-trois pour cent ont déclaré avoir pris des mesures visant à accroître la participation des femmes à la vie parlementaire ; 63 pour cent ont adopté des dispositions législatives et politiques visant à lutter contre le harcèlement et la violence à l'encontre des femmes en politique et 59 pour cent ont mis en place des mécanismes permettant de faire progresser l'égalité des sexes ou de renforcer les mécanismes existants.

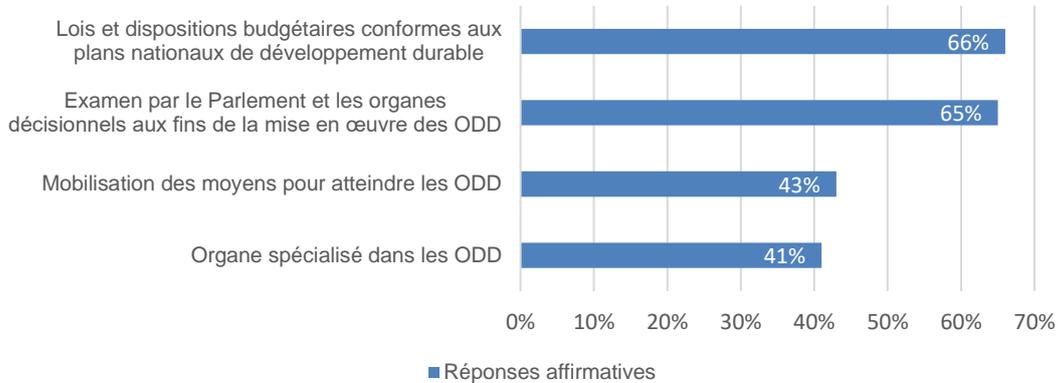
Mesures prises pour accroître la participation des femmes à la vie politique (2021)



Tout aussi importante a été l'action des parlements pour mettre en œuvre la [Déclaration d'Hanoï de l'UIP](#) intitulée *Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action* adoptée par la 132^e Assemblée de l'UIP. L'enquête réalisée en 2021 a montré que 66 pour cent des parlements avaient adopté des lois et dispositions budgétaires conformes aux plans nationaux de développement

durable, 65 pour cent ont indiqué que l'institution et ses organes décisionnels faisaient l'objet d'un examen aux fins de la mise en œuvre des ODD, 43 pour cent s'étaient engagés à mobiliser des moyens pour atteindre les ODD et 41 pour cent avaient établi un organisme spécialisé dans les ODD.

Mesures prises pour mettre en œuvre le Programme 2030 et les ODD (2021)



Conclusion

La structure des Rapports des Membres semble, dans une certaine mesure, aider les Membres à honorer leurs obligations statutaires relatives à la mise en œuvre des décisions de l'UIP et présenter leurs rapports sur les mesures prises et les résultats obtenus. Néanmoins, le taux de réponse reste inférieur aux attentes. En ce qui concerne 2020 et 2021, ce taux peut s'expliquer principalement par les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les travaux parlementaires et l'urgence de répondre aux impératifs imposés par la pandémie au niveau national.

Le Secrétariat de l'UIP poursuivra ses réflexions de manière à rechercher les moyens d'améliorer et peut-être de simplifier le processus et à aider les Membres à en comprendre l'intérêt, tout en leur permettant de mettre en évidence plus efficacement les actions engagées à l'échelon national pour donner suite aux travaux de l'UIP. La nouvelle Stratégie de l'UIP mettant l'accent sur la transparence à tous les niveaux, le suivi et l'évaluation devraient jouer un rôle clé pour améliorer ce processus. Une stratégie de communication plus dynamique mettant en valeur le bon travail réalisé par les parlements et les parlementaires peut également constituer une incitation à cet égard. Les groupes géopolitiques continueront de jouer un rôle important en associant leurs membres respectifs à ce processus.

Comme le relève la nouvelle Stratégie de l'UIP 2022-2026, le renforcement et le maintien d'une culture de la confiance et de la responsabilité mutuelle à tous les niveaux sont à la fois une valeur organisationnelle clé et un facteur essentiel pour faire en sorte que les objectifs stratégiques de l'UIP puissent être atteints. Les Membres de l'UIP, et plus particulièrement ceux qui assument une fonction électorale, sont encouragés à prendre les mesures suivantes :

- ✓ Veiller à ce que les délégations soumettent un rapport au parlement après les Assemblées. Prendre l'initiative de contribuer à l'élaboration du rapport ou d'y apporter une contribution de fond
- ✓ Communiquer des exemplaires des résolutions adoptées durant l'Assemblée à tous les parlementaires et y faire référence dans les sessions parlementaires pertinentes.
- ✓ Faire en sorte que les pouvoirs publics et les organismes publics compétents reçoivent des exemplaires des résolutions de l'UIP et les inviter à prendre des mesures si nécessaire.
- ✓ Poser des questions au gouvernement sur les sujets abordés et les résolutions adoptées aux Assemblées de l'UIP.
- ✓ Promouvoir des débats en plénière ou en commission sur les sujets abordés aux Assemblées de l'UIP.
- ✓ Soumettre des projets de loi ou des amendements aux projets de loi conformément aux résolutions et recommandations de l'UIP.

- ✓ Citer les résolutions de l'UIP dans les activités de sensibilisation des médias, notamment les conférences de presse, les messages sur les réseaux sociaux et les entretiens.
- ✓ Envoyer des exemplaires des résolutions de l'UIP et des liens Internet pertinents au service du parlement concerné pour qu'ils puissent être traduits, selon que de besoin, et affichés sur le site Web du parlement.
- ✓ Exercer les pouvoirs parlementaires pertinents, y compris en matière budgétaire et de contrôle, pour veiller à ce que les recommandations de l'UIP soient réellement appliquées.
- ✓ Utiliser les publications de l'UIP comportant des listes de contrôle à l'intention des parlementaires avec des exemples concrets du type de suite donnée aux recommandations de l'UIP.
- ✓ S'associer systématiquement aux Rapports de Membres de l'UIP et soumettre des rapports volontaires sur les travaux entrepris dans le cadre du suivi des initiatives de l'UIP.

Exemples des suites données aux travaux de l'UIP par des parlements au cours des deux dernières années (2020-2021)

MEMBRE	RÉSOLUTION/DÉCISION/PUBLICATION/ACTIVITÉ DE L'UIP	SUITES DONNÉES PAR LE PARLEMENT
Afghanistan	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	La Commission de la santé, des sports & de la jeunesse a proposé deux nouvelles initiatives visant à mettre en œuvre diverses recommandations de la résolution 2019, par exemple : introduction de programmes de sensibilisation, renforcement du système de santé, réduction du taux de mortalité, priorité à la santé des femmes, promotion d'une médecine de qualité et lutte contre la malnutrition.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	L'Assemblée nationale a tenu deux séances consacrées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, à la Convention sur les armes à sous-munitions, au Traité sur le commerce des armes et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	L'Assemblée nationale dispose d'un Parlement des jeunes qui a organisé des séances en coordination avec le Vice-Ministre chargé des questions relatives aux jeunes.
Afrique du Sud	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Ministère de la santé a présenté au Parlement, en 2019, la Loi nationale sur l'assurance maladie, cherchant ainsi à s'assurer de la mise en application de la couverture sanitaire universelle en Afrique du Sud d'ici 2030. Cette Loi est examinée par la Commission parlementaire du portefeuille de la santé, le délai d'adoption étant fin 2021.
	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Le Parlement a tenu une séance conjointe hybride sur la reprise économique post-pandémie et il a débattu de l'intervention du Président du pays sur le Plan de reprise économique et de reconstruction (21 octobre 2020). Le Parlement a développé une pratique d'encouragement des ambassadeurs sud-africains dans les pays accueillant l'Assemblée de l'UIP afin qu'ils débattent des points à l'ordre du jour de l'Assemblée concernée.
	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	Le personnel parlementaire a participé à la formation <i>Renforcer les capacités du personnel parlementaire en Afrique subsaharienne pour appuyer l'engagement en faveur de la santé des femmes, des enfants et des adolescents</i> (24 juin–2 juillet 2020) ainsi qu'à un séminaire d'information pour les participants anglophones sur la structure et le fonctionnement de l'UIP (22–26 mars 2021).

	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	La Commission parlementaire du portefeuille des femmes, des jeunes et des personnes handicapées a tenu une réunion en ligne avec un groupe de militants des droits des personnes handicapées (Inclusive Practices Africa (IPA)) dans le but de débattre de la mise en œuvre d'une stratégie de prévention des catastrophes en matière de COVID-19 qui tient compte du handicap.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	Le Parlement a ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en 2018.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	La part de sièges occupés par des femmes au Parlement s'est accrue pour passer de 11 pour cent en 1994 à 46 pour cent en 2019. Les quotas appliqués volontairement par les partis, associés à un système électoral à représentation proportionnelle, ont joué un rôle important pour une meilleure représentation des femmes. Le Parlement a créé un Groupe de femmes multipartite sur lequel s'appuient les femmes parlementaires en vue de défendre l'égalité des sexes et les problématiques féminines au sein et hors du Parlement.
Algérie	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Conseil de la Nation a organisé une journée parlementaire sur la pandémie de COVID-19 et la stratégie de vaccination, qui a permis des échanges sur l'adéquation de la couverture sanitaire en période de pandémie (février 2021).
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le Conseil de la Nation dispose de deux interlocuteurs membres de la Commission nationale pour la protection et la promotion des femmes.
Argentine	Conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP (en ligne, mai 2021)	Le Sénat dispose d'une page web spécifique d'information sur sa participation à l'UIP.
	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	Le Congrès national a bénéficié d'un accompagnement et de conseils grâce aux événements de préparation et aux réunions d'information en ligne pour l'Assemblée de l'UIP et d'autres événements internationaux de l'UIP.

Bahreïn	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Deux projets de lois sont en discussion dans les commissions parlementaires chargées de la santé mentale et du traitement à l'étranger des citoyens du Bahreïn. Ces projets visent à contribuer à l'objectif de couverture sanitaire universelle.
	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	L'Assemblée nationale travaille étroitement avec l'UIP à un programme de formation sur la reprise verte.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Une réforme de la Commission sur l'égalité des chances doit permettre d'améliorer la situation des femmes au parlement. Le Conseil suprême des femmes s'est activement impliqué en faveur d'une meilleure participation des femmes à la vie politique du Bahreïn. L'Assemblée nationale a participé aux efforts nationaux à cet égard.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	L'Assemblée nationale a approuvé le Plan d'action du gouvernement pour la période 2019–2022, qui prévoit la mise en œuvre des ODD.
Bénin	Influence de l'UIP sur les travaux de votre parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée nationale a adopté les Lois de finances 2019 et 2020 et celles-ci prennent en compte les ODD. M. Bako-Arifari a été Président du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	L'Assemblée nationale a adopté une loi sur le régime des armes, des munitions et d'autres matériels associés en République du Bénin (14 janvier 2020), elle a ratifié le Traité sur le commerce des armes et a participé à des programmes de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Une révision de la Constitution, en novembre 2019, a institué, entre autres, le principe de représentativité des femmes au Parlement.
Bhoutan	Coopération avec les Nations Unies	Une Commission parlementaire a été créée pour superviser la mise en œuvre des ODD par le gouvernement.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le Parlement a marqué le 130 ^e anniversaire de l'UIP en organisant un débat interactif impliquant de jeunes parlementaires et des écoliers.

<p>Canada</p>	<p>Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i></p>	<p>Le Parlement a voté des textes d'application relatifs au budget 2021 et ceux-ci prévoient un complément ponctuel de 4 milliards d'USD de transferts fédéraux en faveur de la santé au bénéfice des provinces, afin de répondre aux besoins de la population.</p>
	<p>Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années</p>	<p>M. David McGuinty, C.P., parlementaire et Président du Groupe canadien à l'UIP, s'est exprimé devant des commissions parlementaires sur les activités du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP (février 2021).</p>
	<p>Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies</p>	<p>Le Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes a réalisé une étude relative aux effets sur les femmes de la pandémie de COVID-19 (25 mars 2021).</p> <p>Le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord de la Chambre des communes a réalisé le rapport La COVID-19 et les peuples autochtones : de la crise à un véritable changement (11 mars 2021).</p> <p>Le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes a présenté deux rapports : Le fardeau humanitaire : soutenir une réponse mondiale pour atteindre les plus vulnérables (26 février 2021) et Combattre la crise des droits de l'enfant et ranimer l'espoir (10 juin 2021). Son Sous-comité des droits internationaux de la personne a réalisé un rapport intitulé Le déclenchement d'une crise : les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 sur les populations déplacées dans le monde (avril 2021).</p>
	<p>Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements</p>	<p>En mai 2021, février 2021, novembre 2020, février 2019, juin 2018 et février 2018, les parlementaires ont soumis des questions au gouvernement, ils ont proposé des pétitions et ont fait des déclarations relatives au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et au fait que le Canada était exclu du Traité.</p> <p>En 2018, le Parlement a voté des textes d'application concernant l'adhésion du Canada au Traité sur le commerce des armes.</p> <p>En 2015, le Parlement a voté des textes d'application concernant l'adhésion du Canada à la Convention sur les armes à sous-munitions.</p>

	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes a réalisé le rapport Élisez-la : feuille de route pour accroître la représentation des femmes sur la scène politique canadienne (avril 2019) , lequel fait état de 14 recommandations au Gouvernement canadien en vue d'améliorer la représentation des femmes à tous les niveaux de la vie électorale au Canada. En 2018, le Parlement a voté la <i>Loi sur le ministère des femmes et de l'égalité des genres</i> et a créé un ministère ayant pour vocation de faire évoluer l'égalité hommes-femmes.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Le Parlement a voté une législation exigeant que le gouvernement fixe des objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050 (juin 2021).
Chili	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Congrès national a adopté des mesures et des dispositions réglementaires concernant la pandémie de COVID-19.
Chine	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée populaire nationale a voté une législation sur le commerce électronique. En outre, la Chine s'appuie sur les nouvelles avancées en matière technologique et scientifique, par exemple l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, les big data et la robotique, en vue de réaliser les ODD.
Costa Rica	Conclusions de la 141 ^e Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019)	La Présidente de l'Assemblée législative a transmis aux commissions parlementaires concernées et au gouvernement les résolutions suivantes : <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i> , <i>Déclaration pour marquer le 30^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant</i> et <i>Lutte contre les changements climatiques</i> .
	Renforcement des capacités et services de conseil	Le séminaire sur la structure et le fonctionnement de l'UIP à l'attention des participants hispanophones, qui s'est tenu en novembre 2019, a permis de définir des pratiques utiles qui ont été partagées dans toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	Le Président de la Commission permanente spéciale des droits de l'homme a participé à la présentation de l'examen périodique universel (EPU) organisée à Genève en 2019. L'Assemblée législative a approuvé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (3 mai 2018). Le Costa Rica a également adopté la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Croatie	Interactions avec les Nations Unies	En 2019, des parlementaires ont participé à la délégation nationale au Forum politique de haut niveau de l'ONU sur le développement durable.
El Salvador	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée législative a ratifié l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto (23 janvier 2019).
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	En 2018, la Commission des affaires étrangères, le Système d'intégration d'Amérique centrale et les Salvadoriens de l'étranger ont soutenu le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. La ratification du Traité a permis de combler un vide juridique, en attendant un engagement humanitaire envers la communauté internationale.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le premier Groupe de jeunes parlementaires a été créé en mars 2016. Ses membres ont entre 25 et 35 ans.
Émirats arabes unis	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Conseil national de la Fédération a approuvé un projet de loi sur la santé de la population, qui vise à créer un système de gestion des risques sanitaires (mai 2020).
	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Les Émirats arabes unis ont actualisé leur loi sur le travail afin d'exiger un salaire égal pour les hommes et les femmes qui accomplissent "le même travail" ou un travail "d'égale valeur". Les Émirats arabes unis ont également lancé une initiative visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le Président du pays a promulgué la résolution présidentielle n° (1) de 2019 afin de faire passer à 50 pour cent la représentation des femmes au Conseil national de la Fédération.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Le Conseil national de la Fédération a approuvé le budget des programmes en faveur des ODD, des crédits importants allant au secteur de l'éducation (14,8 pour cent du budget de la Fédération) et au secteur de la santé.
Espagne	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Le Cortes (Parlement) dispose d'une Commission de coordination et de suivi de la Stratégie espagnole de réalisation des ODD.

Estonie	Conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP (en ligne, mai 2021)	Le rapport sur les conclusions de la 142 ^e Assemblée en ligne de l'UIP a été diffusé par le biais du Groupe estonien de l'UIP et des débats complémentaires sont prévus début 2022.
Fédération de Russie	Coopération avec les Nations Unies	Le Conseil de la Fédération a coopéré avec l'ONU pour l'élaboration de la résolution <i>Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire</i> , adoptée en 2018.
Gambie	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée nationale a approuvé des crédits budgétaires en faveur des secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, qui constituent des priorités pour la réalisation des ODD, dans le cadre du Plan national de développement pour 2018-2021.
	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Une Commission spéciale COVID-19 a été créée pour superviser et suivre la mise en œuvre de l'état d'urgence imposé par le gouvernement en raison de la pandémie de COVID-19.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	L'Assemblée nationale a créé une Commission permanente des droits de l'homme et des affaires constitutionnelles qui travaille en partenariat avec la Commission nationale des droits de l'homme.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Des investissements en faveur des jeunes et des femmes ont été réalisés par le biais du <i>Projet d'autonomisation des jeunes et des femmes</i> , lequel vise à réduire le chômage des jeunes et à traiter les problèmes relatifs aux migrations. La majorité électorale dans le pays a été abaissée à 18 ans.
Inde	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Le programme Inde numérique a permis de proposer aux citoyens des services de gouvernance numérique de manière efficace et peu coûteuse. Le Parlement, en particulier, a mené des discussions et a participé à des événements nationaux et régionaux consacrés à la réalisation des ODD. L'intégration de la numérisation, l'économie circulaire et l'innovation représentent des priorités nationales à cet égard.
Irlande	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	La Loi sur l'interdiction des armes nucléaires (2019) rend effectif le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le Dáil na nÓg (Parlement national des jeunes) s'est réuni au siège du Parlement, à Leinster House, en 2019, afin de marquer le centenaire de la première séance de la Dáil Éireann (Chambre des représentants).

Japon	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	La législation sur la réduction des gaspillages alimentaires encourage les entreprises à recourir aux TIC dans un effort de réduction, tout en accroissant les profits et l'efficacité du personnel. L'objectif global est de réduire significativement les gaspillages alimentaires d'ici 2030.
Kenya	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	La numérisation du pays a permis un meilleur accès aux services, la mise en place d'un mécanisme d'e-gouvernance et le développement d'un système mobile de services financiers.
Luxembourg	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	La Chambre des députés a débattu de la Loi (7425) sur les armes et les munitions, en 2020. Cette même année, elle a également examiné le Projet de loi (7428) approuvant le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, du 31 mai 2001.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	La Chambre des députés reçoit chaque année le Parlement des jeunes. Cette session est diffusée en direct sur la chaîne télévisée du Parlement.
Macédoine du Nord	Interactions avec les Nations Unies	L'Assemblée de la République a procédé à une séance d'information sur les ODD et le rôle des parlements pour faire progresser le Programme 2030 (10 juin 2021), et elle a organisé une formation à l'attention des intervenants sur le Programme 2030 (20 septembre 2021).
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le quota de femmes sur les listes de candidats aux élections législatives a été accru pour passer de 30 à 40 pour cent en 2016. Fin 2020, l'Assemblée a adopté une nouvelle Loi sur la violence faite aux femmes et la violence familiale. L'Assemblée dispose également d'une Commission de l'égalité des chances entre hommes et femmes, et d'un Club des femmes parlementaires.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	L'Assemblée débat, avec le Bureau du coordonnateur résident de l'ONU, des modalités de création d'un organe spécialisé sur les ODD.
Malte	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	En 2018, Malte a abaissé à 16 ans sa majorité électorale pour les élections générales et européennes. Il s'ensuit que 8 500 nouveaux électeurs ont été ajoutés aux listes électorales et ont voté pour la première fois lors des élections européennes de 2019.
Malaisie	Conclusions de la 141 ^e Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019)	Les conclusions de la 141 ^e Assemblée de l'UIP ont été soumises aux ministères et aux organes du gouvernement, et les parlementaires ont demandé à ces institutions, par un débat parlementaire, d'agir en conséquence.

	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Le Parlement a pris des mesures, par le biais de l'événement <i>Women Political Leaders</i> qui s'est tenu les 19 et 20 octobre 2019, en vue de promouvoir la participation des femmes au Parlement.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le Parlement a voté la loi portant amendement à la Constitution en 2019 afin de faire passer de 21 à 18 ans la majorité électorale lors des élections nationales et régionales.
Mexique	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Les membres de la Chambre des députés ont soutenu des projets de lois amendant diverses dispositions de la Loi générale sur la santé, ils ont exhorté le pouvoir exécutif fédéral à intégrer une politique nationale de lutte contre le cancer dans le cadre du budget fédéral sur la période 2019– 2024, et ils ont demandé des améliorations de la qualité des services médicaux en matière de santé de la mère et de soins prénatals.
	Coopération avec les Nations Unies	La Chambre des députés et le PNUD ont signé un Protocole d'accord visant à encourager le développement de capacités institutionnelles afin d'accélérer la réalisation du Programme 2030 pour le développement durable.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Des membres de la Commission des droits de l'homme du Sénat ont fait partie de la délégation mexicaine qui a présenté, devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, en 2019, le Sixième rapport périodique du Mexique sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ils ont également participé à la délégation mexicaine au Troisième examen périodique universel du Mexique devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en 2018.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le Parlement des jeunes du Mexique s'est réuni en avril 2019 autour du thème de l'approfondissement des connaissances sur les travaux du Sénat. La Chambre des députés a pris des mesures pour mettre en œuvre la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i> , notamment en facilitant la participation des jeunes au Parlement, en créant une commission des jeunes et en organisant régulièrement des auditions parlementaires et des consultations avec les jeunes.
Micronésie (États fédérés de)	Conclusions de la 141 ^e Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019)	Dans le cadre de la Déclaration de Belgrade <i>Renforcement du droit international : rôles et mécanismes parlementaires, et contribution de la coopération régionale</i> , le Congrès, selon le droit public n° 21-77, a octroyé une contribution de 130 000 USD à l'UIP conformément à l'engagement pris par le Président dans son discours lors du débat général de la 141 ^e Assemblée de l'UIP. Cette contribution marque symboliquement le 130 ^e anniversaire de l'UIP.

		<p>En 2017, le Congrès a contribué à hauteur de 100 000 USD à la production du Guide à l'usage des parlementaires de l'UIP/HCR <i>Guide pour la protection internationale des réfugiés et le renforcement des systèmes d'asile nationaux</i>.</p> <p>Après la Déclaration de l'UIP d'octobre 2018 à l'occasion du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Congrès a voté une loi (droit public n° 20- 153) interdisant toute discrimination en fonction de l'orientation sexuelle.</p>
	<p>Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i></p>	<p>Le Congrès a adopté la résolution n° 21-85 <i>Déclarant que le Congrès des États fédérés de Micronésie se fixait pour but que le pays atteigne la couverture sanitaire universelle d'ici à 2030 et demandant au Président de prendre des mesures en conséquence</i> (7 février 2020)</p>
	<p>Activités de renforcement des capacités et services de conseil</p>	<p>Le Congrès a bénéficié de l'accompagnement de l'UIP, par exemple grâce à l'outil <i>Les ODD à l'usage des parlements – outil d'auto-évaluation</i>, aux données PARLINE, au renforcement des capacités en matière de TIC et aux formations e-Parlement/Parlement dématérialisé.</p>
	<p>Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i></p>	<p>Le Congrès a intensifié la participation des jeunes à ses séances en accroissant les possibilités d'emplois des jeunes socialement et économiquement défavorisés par le biais du Programme page.</p>
Monaco	<p>Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies</p>	<p>Le Président de la Commission des relations extérieures du Conseil national a participé, en tant que membre de la délégation monégasque, à l'EPU de la Principauté (12 novembre 2018, Genève).</p>
	<p>Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i></p>	<p>Le Conseil national réunit, chaque année, de jeunes filles à l'occasion de la Journée des filles. En 2019, le Conseil national a inclus de jeunes garçons à cet événement afin de les sensibiliser à l'égalité d'accès des femmes et des hommes en politique.</p> <p>Le Conseil national va créer un Conseil national des jeunes réunissant 24 jeunes, du CM2 à la cinquième.</p>
Mongolie	<p>Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années</p>	<p>Le Grand Khoural d'État (Parlement) a créé une commission d'enquête ad-hoc. La Mongolie a accueilli, en coopération avec l'UIP, le Séminaire Asie-Pacifique consacré aux ODD (mai 2019).</p>
Monténégro	<p>Conclusions de la 141^e Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019)</p>	<p>La Commission de planification du tourisme, de l'agriculture, de l'écologie et du spatial a été informée des conclusions de la 141^e Assemblée, notamment en ce qui concerne la résolution de lutte contre les changements climatiques. La Commission de la santé, du travail et du bien-être social a été informée de la résolution sur la réalisation de la couverture sanitaire universelle d'ici 2030.</p>

	Coopération avec les Nations Unies	Les membres de la Commission des droits de l'homme et des libertés ont participé aux travaux du Groupe de référence pour l'évaluation du Programme de coopération entre le gouvernement et l'UNICEF sur la période 2017-2021, ainsi qu'à ceux du Comité de supervision de l'UNICEF pour l'évaluation du système de suivi des droits des enfants au Monténégro.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le Parlement organise un Parlement des enfants qui sert de mécanisme de promotion des droits des enfants. Le Parlement met en œuvre un programme éducatif, intitulé <i>Atelier démocratique "Barbara Pramer"</i> , afin de stimuler l'intérêt des jeunes pour la démocratie et les processus politiques, et de leur présenter les travaux des parlementaires et du Parlement.
Myanmar	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	La Pyidaungsu Hluttaw (Assemblée de l'Union) tient, chaque année le 15 septembre, un séminaire commémoratif lors de la Journée internationale de la démocratie.
	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	Le Secrétariat de l'UIP a organisé, par le biais du Centre de formation de l'Hluttaw, des cours d'anglais à l'attention du personnel parlementaire et des parlementaires de l'Assemblée de l'Union. L'UIP a contribué au processus de rédaction et à l'adoption du Plan stratégique de l'Hluttaw au Myanmar pour la période 2019-2022.
	Coopération avec les Nations Unies Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	Le PNUD a contribué au processus de rédaction et à l'adoption du Plan stratégique de l'Hluttaw au Myanmar (2019-2022). L'Assemblée de l'Union a approuvé la signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (14 septembre 2018).
Nicaragua	Conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP (en ligne, mai 2021)	L'Assemblée nationale a marqué la "Journée internationale du parlementarisme", qui a traité d'importants aspects liés au thème de la 142 ^e Assemblée de l'UIP en ligne (30 juin 2021).
	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	L'Assemblée nationale se chargeait de préparer un Plan de travail visant à actualiser la législation sur des questions de santé, notamment la Loi générale sur la santé. Un Salon de la santé s'est déroulé à l'Assemblée nationale dans le cadre de la Conférence sur la journée mondiale de la santé (5 avril 2019). L'Assemblée nationale a approuvé l'accord entre le gouvernement et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur la création d'une délégation du CICR dans le pays (décembre 2019).

		Les investissements dans la santé représentent 21,1 pour cent du budget général 2021 de la Macédoine du Nord.
	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée nationale a mis sur pied le Système d'intégration des politiques institutionnelles de l'Assemblée nationale (SIP-AN), nouvel outil numérique servant à l'élaboration de la législation.
	Interactions avec les Nations Unies	L'Assemblée nationale et UNICEF Nicaragua ont signé un Plan de travail annuel en vue de renforcer les capacités des parlementaires et du personnel parlementaire, notamment pour le cadre juridique existant dans le domaine des droits des enfants, des adolescents, des jeunes et de la famille. L'Assemblée nationale met en œuvre un Plan de travail avec la FAO, depuis 2018, sur le renforcement des capacités des parlementaires et du personnel parlementaire en vue d'intégrer les thèmes de la souveraineté et de la sécurité alimentaire dans tout le cycle parlementaire.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	L'Assemblée nationale a approuvé le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (16 décembre 2020) et la Loi de réglementation des produits chimiques (28 avril 2021).
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le pays dispose de plusieurs lois et instruments apportant une perspective de genre, par exemple : Constitution politique, Loi d'égalité des droits et des chances, Loi globale contre la violence faite aux femmes, Code de la famille, Loi sur le budget général de la République selon une perspective de genre, Loi sur la cybercriminalité - Chapitre V Criminalité informatique liée à l'intégrité et à la liberté sexuelles, Abrégé juridique sur la famille, les femmes, les jeunes, les enfants, les personnes âgées et l'équité hommes-femmes.
Norvège	Conclusions de la 141 ^e Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019)	La délégation norvégienne à l'UIP a soumis un rapport annuel au Parlement norvégien.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	Le Parlement norvégien se conforme aux accords dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements par le biais de rapports au gouvernement. Une question importante est de s'assurer que <i>Government Pension Fund Global</i> n'investit pas dans des entreprises produisant des armes en violation des principes humanitaires fondamentaux couverts par ces traités.

	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	En collaboration avec des organisations de jeunes, la Présidente a produit un guide à l'attention des jeunes sur la manière de participer aux débats sociaux.
Nouvelle-Zélande	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	La publication de l'UIP <i>Lignes directrices pour l'élimination du sexisme, du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes dans les parlements</i> a été utile au Groupe féminin transpartisan du Parlement, lequel a entrepris sa propre étude pour contribuer à la <i>Francis Review</i> à l'échelle de tout le Parlement.
	Renforcement des capacités et services de conseil	La Chambre des représentants collabore étroitement à des travaux tels que ceux du Centre pour l'innovation au Parlement de l'UIP.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	La Chambre des représentants a accueilli le Séminaire Pacifique de l'UIP sur l'engagement des parlements dans la région Pacifique en vue de la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies (désarmement et non-prolifération), en septembre 2019.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	La Chambre des représentants accueille régulièrement un Parlement national des jeunes et elle dispose d'un groupe de référence des jeunes. La Chambre organise également des tables rondes de jeunes.
Oman	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Un centre national a été créé à Oman pour effectuer des recherches, superviser l'innovation et s'assurer que les technologies les plus récentes accompagnent la transition vers les énergies renouvelables, pour optimiser l'utilisation de l'eau et limiter les gaspillages.
Ouganda	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Parlement a permis un accroissement des crédits budgétaires en faveur du secteur de la santé et a voté des lois, par exemple la Loi nationale sur les régimes d'assurance maladie.
	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'ancienne Présidente de l'UIP, Mme Gabriela Cuevas Barron, s'est rendue au Parlement le 24 janvier 2020 afin de marquer le 130 ^e anniversaire de l'UIP. Cet événement a permis une présentation publique des travaux du Parlement et de l'UIP. En outre, un arbre a été planté dans le jardin du Parlement en l'honneur des 130 ans de l'UIP.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Le Parlement a créé un Groupe de travail spécial sur la COVID-19 pour étudier les questions relatives aux droits de l'homme dans le contexte de la réponse à la pandémie de COVID-19.

	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Chaque district d'Ouganda dispose d'une représentante, ce qui a permis d'accroître le nombre de femmes au Parlement qui est passé à 188 sur les 558 membres. En outre, le Parlement a voté la Loi sur les successions, la Loi sur la violence familiale, la Loi sur l'interdiction des mutilations sexuelles féminines et la Loi sur la prévention de la traite des personnes. Le Parlement peut s'appuyer sur une Commission du genre, du travail et des affaires sociales et sur une Association parlementaire des femmes d'Ouganda.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Le Parlement a créé une commission sur les changements climatiques et il dispose d'un mécanisme de suivi des avancées en matière d'ODD au cours de l'examen du secteur budgétaire.
Pakistan	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Le Sénat travaille à la législation et au contrôle des politiques de l'exécutif. Des projets de lois sur des questions comme la vaccination obligatoire, le mariage des enfants, les congés de maternité et de paternité, ont été présentés et votés par le Sénat.
	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Sénat a voté la Loi d'Islamabad sur la vaccination obligatoire et la protection du personnel de santé, en 2019, importante étape en vue de répondre aux problèmes de santé auxquels la population doit faire face.
	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	Le Sénat a signé un Protocole avec l'UIP en vue d'apporter une assistance technique au Secrétariat du Sénat, à ses commissions et à ses membres.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Le Parlement a voté la Loi Zainab d'alerte, recherche et récupération (2020) et la Loi d'application des droits de propriété des femmes (2020). Le Sénat a voté la Loi (d'amendement) d'interdiction du mariage des enfants (2018).
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le Majlis-E-Shoora (Parlement) dispose d'un Forum des jeunes parlementaires et organise, au Parlement, des visites pédagogiques ainsi que des séances consultatives à l'attention des jeunes du Pakistan.
Pays-Bas	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	En mai 2019, des parlementaires se sont entretenus avec le Ministre du commerce extérieur et de la coopération pour le développement à propos de la résolution d'urgence de l'UIP sur la situation au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe, et ils ont débattu des diverses mesures à mettre en place dans ce contexte.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	En 2017, le Eerste Kamer (Sénat) a adopté une motion portant sur un monde exempt d'armes nucléaires.

	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	En 2019, la Commission des affaires économiques et du climat s'est entretenue avec des groupes de jeunes sur la question des changements climatiques. En 2017, les États généraux (Parlement) ont adopté une motion visant à organiser annuellement une heure de questions posées par les enfants aux ministres.
Pologne	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Un Parlement des jeunes est créé avec des députés âgés de 13 à 18 ans. Leur réunion annuelle se tient généralement le 1 ^{er} juin (Journée internationale des enfants) en salle plénière de la Sejm (la Chambre basse).
Qatar	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Une séance parlementaire en décembre 2019 a permis de débattre du projet de budget public pour l'exercice financier 2020, qui comportait une dotation en faveur du secteur de la santé représentant 11 pour cent du total des dépenses en 2020. Cette dotation est destinée à garantir la disponibilité de la couverture sanitaire universelle pour toute la population du Qatar, notamment par la mise en œuvre de la Stratégie nationale de santé 2018 – 2022 et la réalisation de la Vision nationale pour 2030.
	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	Le Shura Council (Parlement) a coordonné avec l'UIP l'organisation de la 140 ^e Assemblée de l'UIP à Doha, en avril 2019. Pour le 130 ^e anniversaire de l'UIP, une cérémonie a été organisée en marge de la 7 ^e Conférence internationale de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC), à Doha, le 9 décembre 2019.
	Coopération avec les Nations Unies/Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme de l'ONU	Le Shura Council a signé un Protocole d'accord avec le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme (BLT) en vue de créer un cadre de coopération permettant un meilleur rôle des parlements en matière de lutte contre le terrorisme et, plus spécifiquement, de définir le Programme du Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme à Doha (février 2020, New York). En outre, le Conseil consultatif est membre de la Commission permanente nationale chargée de la préparation des rapports EPU. Plus de 17 lois ont été votées, entre la soumission du deuxième rapport EPU en 2014 et du troisième en 2019, en ce qui concerne la mise en place d'un fonds de garantie et de soutien en faveur des travailleurs migrants, l'asile politique, la résidence permanente et les travailleurs nationaux. Certaines dispositions de la Loi contre le terrorisme ont également été amendées.
Roumanie	Conclusions de la 141 ^e Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019)	Le Sénat a lancé des initiatives législatives sur les droits de l'enfant (création du Système alerte enlèvement), le désarmement (révision de la loi réglementant le régime des armes et des munitions), la coopération régionale (ratification du 6 ^e Protocole additionnel à l'Accord sur une force multinationale pour le Sud-Est de l'Europe). Il a également lancé l'initiative de création d'une Direction des enquêtes sur les crimes environnementaux sous

		forme d'une structure spécialisée au sein du parquet (2020) et il a révisé la Loi sur les performances énergétiques des bâtiments afin de réaliser, d'ici 2050, un parc immobilier national décarboné et hautement efficient du point de vue énergétique.
	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Des actions législatives ont été entreprises après l'adoption de la résolution. Parmi celles-ci : élaboration de la proposition de loi "Organisation et financement de services de promotion de la santé et de prévention des maladies (2020)", création de la "Journée nationale de l'enfant prématuré - 17 novembre 2019", mise en place d'un ensemble minimum de services intégrés à la communauté (2019) et législation pour la prévention et la détection précoce des diabètes (2020).
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Le Sénat a élaboré un projet de loi sur les droits de l'homme. Il s'agit d'amendements à la Loi sur l'organisation et le fonctionnement de l'Institut roumain pour les droits de l'homme, et d'amendements à la Loi visant à prévenir et à combattre la violence familiale.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	Le Sénat dispose d'un Sénat des jeunes qui se réunit sur une base annuelle. La Chambre des députés dispose d'une Commission permanente chargée des questions relatives aux jeunes : la Commission de l'éducation, des sciences, des jeunes et des sports.
Royaume-Uni	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Royaume-Uni dispose d'une couverture sanitaire universelle par le biais de son Service national de santé.
	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Le Parlement a écrit au Ministre des affaires étrangères au sujet de la décision du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP et d'autres questions liées à l'UIP, et il a accueilli un événement sur la lutte contre la corruption avec Transparency International UK.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	La Commission mixte des droits de l'homme du Parlement a diligenté une enquête sur les implications en matière de droits de l'homme des mesures prises par le gouvernement britannique en réponse à la pandémie de COVID-19.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	En juillet 2019, une enquête a été diligentée par la Commission des relations internationales de la Chambre des Lords sur les questions relatives aux armements nucléaires. Le Groupe britannique à l'UIP a organisé un événement pour le lancement de la publication de l'UIP <i>Défendre notre avenir commun</i> , en mars 2021.

	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le Parlement a entrepris une action générale sur le harcèlement sexuel et l'intimidation, il a organisé des événements de sensibilisation et a effectué un audit sensible au genre avec l'accompagnement de l'UIP.
Saint-Marin	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	Le Grand Conseil général (Parlement) a approuvé la Loi sur les mesures visant à éviter, combattre et éliminer le financement du terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et les activités des pays qui menacent la paix et la sécurité internationale (28 mars 2019), ainsi que le Décret <i>Approbation de la Déclaration en vertu de l'article 2 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires</i> (26 février 2021).
Serbie	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée nationale a accueilli la 141 ^e Assemblée de l'UIP à Belgrade. Les documents finaux et les conclusions ont été communiqués au gouvernement, au Ministère des affaires étrangères, au Ministère de la santé et au Ministère de l'environnement.
	Coopération avec les Nations Unies	L'Assemblée nationale a co-organisé, avec l'UIP et le PNUD, un exercice d'auto-évaluation portant sur sa sensibilité au genre (décembre 2019, Belgrade). Cet exercice était basé sur le Plan d'action pour des parlements sensibles au genre de l'UIP. En outre, un projet du PNUD sur le Renforcement de la démocratie parlementaire a été renouvelé pour la période 2020- 2023.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Un représentant de la Commission des droits de l'homme et des minorités et de l'égalité des sexes de l'Assemblée nationale est invité aux séances du Conseil gouvernemental créé pour suivre la mise en œuvre des recommandations découlant des mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	L'Assemblée nationale a adopté une législation conforme aux recommandations de l'UIP, par exemple la loi amendant la Loi sur l'élection des parlementaires et la Loi sur les élections locales, en février 2020. Ces lois prévoient notamment qu'au moins 40 pour cent des candidats sur les listes électorales des élections parlementaires et locales appartiennent au genre le moins représenté. L'Assemblée nationale dispose d'un Réseau des femmes parlementaires particulièrement actif.
	Dixième anniversaire de la résolution de l'UIP <i>Participation des jeunes au processus démocratique</i>	La Loi sur la jeunesse votée en 2011 stipule qu'une Stratégie en faveur des jeunes soit votée tous les dix ans et que l'État prévoit des fonds pour ses objectifs. Un Conseil des jeunes a été créé en 2014 pour conseiller le gouvernement. Un Fonds pour les jeunes talents a également été mis en place pour proposer des prix et des bourses à plus de 3 400 étudiants et lycéens. L'Assemblée nationale organise régulièrement des simulations de son fonctionnement pour les étudiants et les lycéens.

Seychelles	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée nationale a élaboré sa propre Politique de développement durable et a créé une Commission pour sa mise en application. Cette Commission a contribué à la mise en œuvre de projets environnementaux, par exemple l'installation de panneaux solaires sur le toit du Parlement afin de réduire la dépendance aux énergies non renouvelables.
	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	L'Assemblée nationale a organisé, en coopération avec l'UIP, un exercice de renforcement des capacités sur le thème <i>Promouvoir les actions parlementaires en faveur d'une reprise verte après la COVID-19</i> .
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	L'exécutif a élaboré un Projet de loi de crédits pour 2020 en vue de répondre à la crise de COVID-19 et plus de 1 milliard de SCR ont ainsi été alloués aux programmes de protection sociale et aux services médicaux pendant la crise.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	L'Assemblée nationale a ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (juillet 2021).
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	La Commission des femmes parlementaires a examiné ses Termes de référence et a changé son nom en Groupe de femmes parlementaires. L'Assemblée nationale a voté la Loi sur la violence familiale en 2020, qui protège les femmes et les hommes de toutes les formes de violence.
Slovaquie	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Les principes relatifs aux droits de l'homme ont été limités pendant la pandémie lorsque le gouvernement a déclaré l'état d'urgence pour protéger la santé de la population. L'état d'urgence a été plusieurs fois prolongé pour entraver la propagation du virus. La prolongation de l'état d'urgence devait être approuvée par le Conseil national dans les 20 jours à compter du premier jour de son extension. Ce contrôle parlementaire a été intégré à la Loi sur la sécurité de l'État, en décembre 2020. En novembre 2020, la Commission de la santé du Conseil national a contraint le gouvernement à publier chaque jour des données complètes sur la COVID-19.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Le Conseil national a débattu, en janvier 2021, du Rapport sur la préparation de mesures législatives pour limiter les changements climatiques et leurs effets, lequel dresse la liste des mesures législatives et non législatives, au niveau national, en ce qui concerne les changements climatiques et leurs effets sur le pays. Le but était de mettre la pression sur le gouvernement afin qu'il accorde davantage d'importance à la promotion du Programme 2030 pour le développement durable.

Slovénie	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le Conseil national a créé un Club des femmes parlementaires.
Soudan du Sud	Interaction avec les Nations Unies	Le Groupe des femmes participe généralement à l'Assemblée générale des Nations Unies.
Suède	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	<p>Le Riksdag (Parlement) a accueilli un séminaire sur les Nations Unies et leur 75^e anniversaire (22 octobre 2020).</p> <p>Le Groupe parlementaire suédois à l'UIP a fait de la promotion des droits de l'homme l'une de ses priorités dans sa stratégie 2018–2022. À cet égard, le Groupe suédois à l'UIP a pris ses dispositions en vue d'engager un dialogue avec les groupes parlementaires du Venezuela et de Tanzanie à l'UIP.</p>
Suisse	Conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP (en ligne, mai 2021)	Le Groupe suisse à l'UIP produit des rapports annuels sur ses activités qui sont présentés aux deux commissions chargées de la politique étrangère à l'Assemblée fédérale. Ces rapports sont adoptés en plénière par les deux chambres (Conseil national et Conseil des États).
	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	<p>En 2019, la Suisse a activement participé à des discussions internationales sur la couverture sanitaire universelle et elle a réussi à mettre l'accent sur les questions de sécurité des patients, de qualité, de financement durable des soins et de garantie de couverture sanitaire universelle dans les situations d'urgence.</p> <p>Selon la politique étrangère en matière de santé 2019– 2024, la Suisse s'est spécifiquement engagée envers la garantie d'une couverture sanitaire universelle dans les cas d'urgence et elle a lancé une initiative à cette fin.</p> <p>La Suisse participe à l'OMS afin d'améliorer le système international de détection, de suivi, de prévention et de contrôle des maladies transmissibles.</p>
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	Le Conseil national et le Conseil des États ont élaboré la loi COVID-19 sur l'extension des mesures liées à la COVID-19, qui a été adoptée par l'Assemblée fédérale en septembre 2020.

Suriname	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	L'Assemblée nationale a accueilli, en novembre 2018, la Conférence sur les changements climatiques de l'UIP.
Tadjikistan	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Huit des 33 membres de la Majlisi Milli (Chambre supérieure du Conseil suprême) sont des femmes.
Thaïlande	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	L'Assemblée nationale a permis un accroissement régulier des crédits budgétaires en faveur du Fonds national de sécurité sanitaire en vue de financer le système national de couverture sanitaire universelle sur la période 2020-2021.
	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Un point important a été ajouté au Règlement du Groupe thaïlandais à l'UIP afin de sélectionner les membres du Conseil exécutif du Groupe thaïlandais en tenant compte du principe d'égalité des sexes et en faisant en sorte que les jeunes parlementaires représentent une part raisonnable. Un groupe de jeunes parlementaires a été créé pour la première fois en Thaïlande (septembre 2020).
	Interactions avec les Nations Unies	En 2020, les titulaires thaïlandais de fonctions à l'UIP ont contribué à la révision du texte de la Déclaration UN75 et de la Déclaration ministérielle de 2020 du Forum politique de haut niveau des Nations Unies. Le Secrétariat de la Chambre des représentants et le PNUD Thaïlande ont signé un Protocole d'accord, en 2020, visant à promouvoir la sensibilisation et le renforcement des capacités sur les ODD parmi les parlementaires et le personnel parlementaire.
	Suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements	L'Assemblée nationale a approuvé les instruments de ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, en 2017, et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en 2018.

	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	<p>La Constitution et la Loi organique sur les partis politiques contraignent les partis thaïlandais à tenir compte de l'égalité des sexes pour élaborer les listes de candidats aux élections parlementaires.</p> <p>Le Code de déontologie destiné aux parlementaires (2019) et le Code de déontologie destiné aux responsables parlementaires interdisent toutes les formes de harcèlement sexuel à l'encontre des femmes au Parlement.</p> <p>Depuis 1996, le Groupe des femmes parlementaires thaïlandaises joue un rôle actif dans la promotion de l'autonomisation des femmes.</p>
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Le Conseil national a contribué au rapport de la Thaïlande sur l'examen national volontaire présenté aux Nations Unies, à New York, au cours du Forum politique de haut niveau, en 2021.
Timor-Leste	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Le gouvernement a lancé la Feuille de route du Timor-Leste pour la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD , au cours de la Conférence mondiale sur le Programme 2030 (Dili, 22 mai 2017).
Togo	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	L'Assemblée nationale a créé un Groupe des femmes parlementaires.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	L'Assemblée nationale a mis en place une commission consacrée à la promotion des ODD.
Turkménistan	Conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP (en ligne, mai 2021)	La Commission sur les relations internationales et interparlementaires du Conseil national a organisé une séance d'information à l'attention des parlementaires sur les conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP en ligne
	Actions spécifiques pour mettre en œuvre la résolution 2019 intitulée <i>Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé</i>	Le Conseil national a organisé une réunion des Présidents de parlement sur le thème <i>Le rôle des parlements pour assurer la paix et la confiance</i> (28 avril 2021), où ont été débattues des questions liées à la couverture sanitaire universelle.

	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Le Conseil national est devenu bicaméral, ce qui a également permis une meilleure représentation des femmes. À la Mejlis (Assemblée), les femmes ont représenté 25 pour cent des parlementaires, alors que dans la nouvelle Chambre Halk Maslahaty (Conseil du peuple), leur part est de 30 pour cent. Les deux commissions de la nouvelle Chambre disposent chacune d'une Présidente.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	La Mejlis (Assemblée) a créé une commission pour la mise en œuvre des ODD et du Programme 2030.
Turquie	Interactions avec les Nations Unies	Des parlementaires font régulièrement partie des délégations du Président à l'Assemblée générale des Nations Unies. En outre, des membres des délégations turques à l'UIP participent aux réunions du Forum politique de haut niveau.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Une Commission d'enquête ad-hoc sur les causes profondes de la violence faite aux femmes et sur des mesures préventives a été créée (mars 2021).
Ukraine	Activités de renforcement des capacités et services de conseil	Le Parlement a bénéficié d'un appui consultatif dans ses locaux à l'occasion de l'exposition consacrée au 130 ^e anniversaire de l'UIP.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	Un nouveau Code électoral est entré en vigueur et celui-ci prévoit un quota de genre de 40 pour cent sur les listes de candidats des partis (1 ^{er} janvier 2020).
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	Au cours des deux dernières années, le Parlement a adopté plus de 10 lois traitant principalement des ODD 3, 5, 6, 9 et 13. Ces lois ont porté sur la réforme du système médical, le développement des infrastructures et de la numérisation, la préservation de la nature et l'écologie, ainsi que la garantie de l'égalité des sexes.

Uruguay	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	L'Assemblée générale a voté une loi régulant la participation politique des femmes dans toutes les fonctions électives du pays (octobre 2017) et elle a créé une Commission spéciale des droits de l'homme, de l'équité et du genre.
Viet Nam	Conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP (en ligne, mai 2021)	L'Assemblée nationale a envoyé un rapport aux commissions parlementaires pour les informer des conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP en ligne.
	Contribution aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies	L'Assemblée nationale vérifie que l'action du gouvernement pour répondre à la pandémie de COVID-19 tient compte des obligations et des principes relatifs aux droits de l'homme.
Yémen	Conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP (en ligne, mai 2021)	La présidence de la Chambre des représentants a tenu diverses réunions consacrées à l'examen, au débat et au suivi des conclusions de la 142 ^e Assemblée de l'UIP. La présidence et la Chambre des représentants accordent une grande importance aux résolutions émises par le Conseil directeur de l'UIP sur le Yémen.
	Résolution 2016 de l'UIP <i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif</i>	La question de la liberté des femmes en matière de participation politique est devenue centrale au Parlement et l'essentiel à cet égard a été intégré au Document sur les conclusions du dialogue national. Un quota de 30 pour cent de femmes dans les institutions de l'État et au Parlement sera mis en place lorsque le Yémen connaîtra la paix, la stabilité et que ses institutions publiques seront à nouveau opérationnelles.
	Déclaration de Hanoï de l'UIP <i>Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i>	La Chambre des représentants travaille à l'harmonisation de ses fonctions législatives et de contrôle afin d'assurer la réalisation des ODD concernés.
Zimbabwe	Influence de l'UIP sur les travaux du Parlement au cours des deux dernières années	Pour créer une zone dénucléarisée en Afrique, le Zimbabwe encourage les pays africains qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La ratification par le Zimbabwe de ce Traité témoigne de son engagement en faveur du désarmement nucléaire.